



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture



Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

QUELLE ÉDUCATION POUR LES TOUT PETITS ?

AU SOMMAIRE

APRENTISSAGES



L'enseignement
pour la liberté, p. 2

DOSSIER



Petite enfance :
petits progrès, p. 4

ÉDUCATION POUR TOUS



Des artistes
pour l'école, p. 9

EN BREF



D'un continent à l'autre, p. 10

Les experts s'accordent sur les bienfaits de la protection et de l'éducation de la petite enfance. Mais, dans de nombreux pays, beaucoup d'enfants en sont exclus. De plus, les avis divergent quant à la pédagogie adaptée aux moins de six ans. Notre dossier fait le point.

ÉDITO

On me demande souvent pourquoi, après avoir fondé deux établissements d'enseignement supérieur et après avoir été sénateur, gouverneur adjoint et représentant au Congrès du Vermont, j'abandonne une situation confortable pour affronter les risques et les défis auxquels l'UNESCO et la planète doivent faire face. C'est simple. J'ai voulu me joindre à la croisade mondiale pour l'épanouissement de l'être humain par l'éducation, et la faire avancer sur la voie du succès.

L'instauration de la paix dans le monde passe par l'éducation pour tous. Pourquoi ? Parce que les opportunités offertes aux individus, la puissance économique et la stabilité sociale dépendent directement de la réussite dans le domaine de l'éducation. La marche vers un monde pacifié commence par l'éducation de centaines de millions de personnes qui ont besoin de savoir lire et écrire, d'acquérir des compétences professionnelles et de bénéficier d'une formation continue.

L'éducation a le pouvoir de transformer les individus comme les pays, parce qu'elle est à la source de l'égalité, de la compétence, de l'insertion sociale, de la stabilité économique et du progrès national.

J'ai consacré ma carrière à l'élaboration de programmes pédagogiques de qualité pour les plus démunis. A l'UNESCO, je peux participer à l'effort mondial visant à établir des programmes nationaux pour valoriser les ressources humaines et favoriser le développement durable.

Le Secteur de l'éducation deviendra plus efficace en collaborant avec d'autres partenaires et en privilégiant les résultats obtenus au niveau local. Je me réjouis de travailler avec les commissions nationales, les délégations permanentes, l'ONU, les organisations internationales et les ONG, afin de mettre en œuvre l'Éducation pour tous, la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation et la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable, qui définissent nos engagements fondamentaux. Nous élaborerons des politiques adaptées et efficaces, et des programmes de qualité répondant aux besoins nationaux. Nous innoverons afin de résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nos critères seront l'efficacité et la qualité, non la tradition.

Comme me l'ont demandé le Conseil exécutif et le Directeur général de l'UNESCO, je vais définir un cadre directeur et un modèle de gestion des programmes où l'accent sera mis sur la décentralisation et les résultats obtenus par la collaboration et le travail d'équipe. En conjuguant nos efforts, nous ouvrirons la voie à un monde pacifique où l'éducation pour tous sera une réalité.

Je suis impatient d'entreprendre cette tâche.

Peter Smith

Sous-Directeur général pour l'éducation

L'enseignement pour la liberté

Selon une étude de l'UNESCO, les détenus figurent parmi les grands exclus de l'éducation.

Bancha a 40 ans et il est en prison depuis six ans. Sa journée commence à 8 h 30 dans une salle de classe où, aux côtés de 20 autres détenus de la prison centrale de Klong Prem, dans la banlieue de Bangkok, il suit un cours d'architecture. La formation dure deux ans. À l'aide de manuels et de ressources informatisées, les élèves apprennent à tracer des plans, construire un édifice et en réaliser la décoration intérieure.

Lancée en mai 2005, cette formation fait partie d'un programme d'enseignement dans les prisons mené depuis plus de 50 ans par l'administration pénitentiaire thaïlandaise dans quelque 130 centres de détention. « L'éducation donne de l'assurance aux détenus, ce qui leur est utile à leur sortie de prison », explique Nathee Jitsawang, qui dirige l'administration pénitentiaire.

Selon les statistiques nationales, plus de 37 000 détenus thaïlandais sont aujourd'hui inscrits dans l'éducation formelle, soit moins d'un quart de la population carcérale. Ils sont environ 4 000 à préparer une licence à l'université ouverte Sukhothai Thammathirat, un établissement public. Citons parmi les projets novateurs celui lancé en 1997 par la princesse Maha Chakri Sirindhorn, qui offre aux détenues de la prison centrale des femmes de Bangkok, dans la banlieue est de Bangkok, une formation en informatique ; 343 détenues ont déjà obtenu leur diplôme.

Dans le monde

L'éducation en milieu carcéral n'est pas aussi florissante dans d'autres prisons thaïlandaises, ni dans d'autres régions du monde. C'est ce que souligne une étude portant sur une soixantaine de pays qui sera présentée à la conférence internationale sur l'éducation en prison, organisée par l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE), du 22 au 25 septembre, à Bucarest. Sur 10 millions de détenus dans le monde, beaucoup n'ont pas terminé leur scolarité et, dans les pays en développement, la grande majorité n'a jamais mis les pieds dans une salle de classe.

Les détenus ont un faible niveau d'instruction, généralement inférieur à la moyenne nationale. Au Canada, 87 % des détenus ont achevé leurs études secondaires mais, dans bien des pays, la majorité n'a même pas terminé le primaire (50 % en Roumanie, 60 % au Portugal et 75 % dans l'État de Sao Paulo, au Brésil). « La plupart des pays affirment que les détenus ont accès à l'éducation, mais la réalité est tout autre », dit



Une deuxième chance pour un détenu en Thaïlande.

Marc De Maeyer, chercheur à l'IUE et co-auteur de l'étude. Sur les 10 500 détenus que compte la prison de Tihar à New Delhi, à peine 500 sont inscrits à un cours. Dans la prison brésilienne de Guarulhus, ils sont 350 sur 1 200 à recevoir une formation, et au Royaume-Uni, 30 % seulement des détenus suivent un apprentissage.

De multiples raisons expliquent cette situation, estime Marc De Maeyer : budgets insuffisants, manque d'enseignants, problèmes de sécurité, surpopulation carcérale, absence de motivation chez les détenus eux-mêmes que Marc De Maeyer juge « bien compréhensible car la principale préoccupation des détenus est d'être libérés. » Bien souvent, ceux-ci abandonnent leur formation avant d'arriver à son terme. La situation est moins favorable encore pour les femmes.

Les formations qui leur sont proposées se limitent souvent à des cours de tricot ou de cuisine, ce qui renforce la répartition traditionnelle des tâches. C'est le cas en Malaisie, au Brésil, au Mexique et au Bénin.

L'étude rappelle que l'éducation est un droit qui vaut aussi pour les personnes en détention. Les auteurs demandent aux gouvernements, aux organisations internationales et aux ONG de consacrer plus de ressources à l'enseignement dans les prisons afin que celles-ci soient des lieux d'apprentissage permanent plutôt que des écoles du crime.

Quelle éducation en prison ?

Si l'on en croit l'étude de l'IUE, l'alphabétisation est fondamentale, l'éducation de base et l'enseignement professionnel sont essentiels. Chercheur à l'Observatoire international sur l'éducation en prison et coauteur de l'étude, Hugo Rangel estime que « l'éducation en prison ne doit pas être conçue comme une simple formation professionnelle mais comme la clé de l'autonomie personnelle, d'une citoyenneté plus responsable et d'une meilleure santé. » Et d'ajouter : « Il faut proposer des activités aptes à réconcilier les détenus avec l'apprentissage », en adoptant des méthodes pédagogiques novatrices, non formelles.

L'étude déconseille aux responsables des prisons de sous-traiter l'enseignement à des sociétés privées. En effet, cette privatisation partielle du système carcéral risquerait de menacer le droit des détenus à une éducation de qualité tout au long de la vie.

Bancha mise sur son certificat d'architecture et sur le diplôme de droit qu'il espère obtenir avant sa libération, dans neuf ans, pour trouver une place dans la société. Mais qu'en est-il des millions de détenus dans le monde à qui la prison n'offre pas une deuxième chance ?

Contact : Marc De Maeyer,
Institut de l'UNESCO pour l'éducation
e-mail : m.demaeyer@unesco.org ;
www.educationinprison.org/internationalreport/shadowreportfr.php

Histoires courtes à méditer

En Inde, la sensibilisation au VIH/sida passe aussi par des récits simples.

C'est l'histoire d'un couple de villageois. L'homme parti travailler en ville revient chez lui. Pendant le trajet en train, il pense tendrement au voile de mariée, de couleur rouge, que son épouse lui a confié avant son départ en le pressant de s'en montrer digne. Le symbolisme de cette prière n'échappe pas aux lectrices débutantes : le voile de mariée est le bien le plus précieux d'une épouse, tandis que le rouge porte bonheur. Ensemble, ces deux symboles sont gage de félicité au sein d'un couple uni par les liens sacrés du mariage.

Un autre récit, qui témoigne de l'activité touristique au Rajasthan, relate le drame d'un jeune homme, propriétaire d'un hôtel situé dans la partie désertique de l'Etat. Il propose à ses hôtes toutes sortes de distractions douteuses jusqu'au jour où son goût pour l'argent facile le mène au désastre, puisqu'il est lui-même contaminé par le VIH.

Manuels d'un genre nouveau

Ces récits simples et directs se révèlent efficaces pour sensibiliser au VIH/sida des femmes alphabétisées depuis peu. Ils sont faciles à lire, adaptés aux besoins des apprenantes. Mais les concevoir est moins simple qu'il y paraît, comme l'ont constaté les auteurs d'un projet associant l'Onusida, l'UNESCO et le gouvernement indien, lorsqu'ils ont commencé à élaborer du matériel pédagogique. « C'est après avoir découvert à quel point les supports existants étaient dépassés et ennuyeux que nous avons décidé de lancer ce programme », explique Shankar Chowdhury, du bureau de l'UNESCO à New Delhi.

Afin de redonner du sens aux manuels, des volontaires ont interrogé les apprenantes sur les thèmes et les illustrations qu'elles jugeaient intéressants. Un certain nombre d'idées ont été avancées. L'histoire du voile de mariée a eu beaucoup de succès. Les femmes l'ont trouvée « réaliste », « touchante » et « positive », elles ont aimé la fidélité du personnage masculin à l'égard de sa femme, estimant qu'il s'agissait d'une « belle histoire de confiance mutuelle ». Et soulignant que ce type de relation était sans

doute la meilleure façon d'éviter la contamination par le VIH.

Les femmes ont aussi critiqué des intrigues trop compliquées ou trop éloignées des usages. Certaines ont estimé qu'une épouse peut difficilement demander à son mari s'il a eu des relations sexuelles avec une autre femme, comme le faisait l'héroïne de plusieurs histoires. Toutes ne partageaient pas cet avis. D'autres ont jugé qu'une femme dont le mari a vécu loin du foyer n'a pas d'autre choix que de lui poser la question ; elle doit toutefois le faire avec tact et politesse. Sur un point, toutefois, les réactions ont été unanimes : c'est grâce à un programme d'alphabétisation que la jeune femme de l'histoire intitulée « Kammo » avait pris conscience du VIH/sida.

Il a fallu ensuite travailler avec les auteurs et les illustrateurs, les convaincre de renoncer à certaines idées erronées sur le VIH/sida, leur expliquer les risques auxquels les femmes sont exposées et la nécessité pour celles-ci de pouvoir consulter un médecin sans crainte ni honte, et leur faire prendre conscience de la connaissance qu'elles ont des maladies sexuellement transmissibles mais pas du VIH/sida. Il a fallu aussi préciser que les notions contenues dans les récits devaient s'intégrer au contexte plus large du chômage, du développement, de la pauvreté et de l'ignorance. Par-dessus tout, ces idées et la façon de les faire passer devaient être en accord avec le système de valeurs des lectrices.

Les auteurs ont aussi redécouvert l'art de faire des phrases courtes et incisives et d'utiliser des mots faciles à épeler. Auteurs et illustrateurs ont compris que ces manuels de lecture doivent être abondamment illustrés et refléter fidèlement le quotidien des lectrices.



Le VIH/sida, un sujet qui exige simplicité et pertinence.

Après l'élaboration des manuels, leur utilisation exige de recruter et de former une équipe de volontaires connaissant les conditions de vie sur place et capables de répondre avec pertinence à des questions délicates. Capables aussi de tenir compte des observations formulées par les apprenantes à la lecture des ouvrages. Pour ce projet mis en œuvre par des centres publics de ressources à Indore, Delhi et Alwar, tout le monde s'est accordé à dire que les manuels futurs devaient absolument traiter des compétences nécessaires à la prise de décisions. Il s'agit de faire en sorte que les femmes puissent penser de façon critique et soient armées pour prendre en main leur propre vie, qu'il s'agisse de s'entretenir ouvertement avec un médecin, d'assurer seules la subsistance de leur famille ou de faire valoir leurs droits de propriété.

Les 13 livres en hindi réalisés dans le cadre du projet sont interactifs et agréables à lire. L'étape suivante consistera à mieux former les personnes qui interviennent dans l'élaboration de ces manuels, si simples au premier coup d'œil et si pertinents au second.

Contact : Shankar Chowdhury,
UNESCO New Delhi
e-mail : s.chowdhury@unesco.org

Quelle éducation pour

Les pays du Nord comme du Sud s'efforcent de développer l'éducation et la protection de la petite aux objectifs de l'Education pour tous. Les bienfaits des structures d'accueil collectives semblent les spécialistes divergent sur le type de pédagogie à adopter pour chaque âge.



les tout petits ?

enfance conformément
faire l'unanimité mais



Une récente mission d'évaluation sur la petite enfance au Kenya soulignait que les mères pauvres et analphabètes du district de Machakos refusent catégoriquement d'envoyer leurs enfants dans une structure pour la petite enfance s'ils n'y apprennent pas à lire et à écrire. De fait, certains parents ont du mal à concevoir que de simples « jeux » constituent une forme d'éducation. Sous leur influence, les lieux d'accueil se transforment de facto en établissements d'enseignement préprimaire, où des enfants de trois ans sont assis en rang à leur pupitre, face au maître et au tableau noir.

Si les enjeux ne sont pas clairs pour les parents, c'est que la notion de protection et de développement de la petite enfance reste très confuse. On admet généralement que l'apprentissage débute à la naissance mais les spécialistes se divisent en deux camps, ceux qui militent pour la protection et le développement de la petite enfance et ceux qui prônent l'enseignement aux tout petits. Pour schématiser, l'épanouissement d'une part, l'apprentissage de l'autre. « Les structures et les activités destinées à la petite enfance visent à favoriser l'épanouissement global de l'enfant, qu'il s'agisse de son développement affectif, de sa personnalité ou de ses aptitudes cognitives, dit Soo-Hyang Choi, chef de la Section de la petite enfance et de l'éducation intégratrice. C'est une erreur d'y voir une extension de l'enseignement primaire. »

Ce n'est donc pas sans raison que le Groupe consultatif sur la protection et le développement de la petite enfance, qui regroupe agences, donateurs, ONG et fondations, a récemment créé un groupe de travail chargé du volet « petite enfance » dans le cadre de l'Education pour tous.

En effet, cinq ans après que la communauté internationale a fait de la protection et de

l'éducation de la petite enfance l'un des objectifs de l'Education pour tous, les politiques publiques en la matière restent très modestes dans les pays en développement où les jeunes enfants sont pris en charge par les parents, la famille élargie ou des structures privées.

Un faible engagement des Etats

Selon l'édition 2005 du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*, le taux brut de scolarisation dans les différentes structures d'accueil de jeunes enfants est de 30 % en Inde et

→

L'UNESCO et la petite enfance

Le travail accompli par l'UNESCO dans le domaine de la protection et de l'éducation de la petite enfance est axé sur les politiques publiques en la matière. Dans le cadre d'un projet mené conjointement avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'UNESCO s'emploie actuellement à évaluer les politiques mises en œuvre au Brésil, en Indonésie, au Kazakhstan et au Kenya. Les rapports détaillés issus de ces évaluations traitent de questions spécifiques comme l'accès aux structures d'éducation de la petite enfance, la qualité de la pédagogie, le financement et la coordination entre les instances concernées.

Les Notes de l'UNESCO sur la politique de la petite enfance, publiées chaque mois en anglais, en espagnol et en français, rendent compte des débats et des réformes dans les pays développés et en développement. Ce bulletin est diffusé par e-mail et en ligne.

Site : www.unesco.org/education/ecf/fr
e-mail : hj.park@unesco.org

Quelle éducation pour les tout petits ?

→ proche de zéro dans la plus grande partie de l'Afrique subsaharienne, comme au Burundi (1,3 %), au Mali (1,6 %) ou au Sénégal (3,3 %). Le taux moyen pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne atteint à peine 5,8 %.

Il y a des exceptions, comme Cuba où, selon Robert Myers, directeur et fondateur du Groupe consultatif sur la protection et le développement de la petite enfance, « des efforts extraordinaires ont été réalisés afin que tous les enfants de moins de six ans aient accès à une structure éducative. »

Mais dans nombre de pays en développement, la protection et l'éducation de la petite enfance (PEPE) ne comptent pas parmi les préoccupations du gouvernement. « Elles figurent dans les plans nationaux mais le financement reste souvent tributaire du secteur privé et de la société civile », note Ann Therese N'dong Jatta, directrice de la Division de l'éducation de base à l'UNESCO.

Le problème tient en partie aux choix budgétaires inévitables dans des économies qui

manquent de ressources. « En Afrique et en Asie, les gouvernements ont déjà beaucoup de mal à financer l'enseignement primaire ; les activités d'éveil pour les tout petits leur apparaissent parfois comme un luxe », dit Kathy Bartlett, qui travaille à la fondation Aga Khan et codirige le Groupe consultatif. On comprend pourquoi la protection et l'éducation de la petite enfance, en particulier pour les moins de trois ans, repose essentiellement sur des initiatives privées, souvent mises en place pour répondre à des besoins locaux et financées par des ONG telles que Save the Children, la fondation Bernard van Leer, la fondation Aga Khan, l'UNICEF et d'autres encore. La situation varie beaucoup d'un pays à l'autre. C'est ainsi qu'en Inde, 95 % des dépenses consacrées à l'enseignement préprimaire sont couvertes par des fonds publics, contre 5 % à peine en Indonésie.

Dans les pays industrialisés, les structures publiques d'accueil de la petite enfance se généralisent progressivement mais elles sont de niveau variable et les populations

défavorisées y ont parfois plus difficilement accès que les classes aisées. Aux Etats-Unis, par exemple, l'accueil des enfants de moins de trois ans est assuré à 90 % par des structures privées (dont 60 % à but non lucratif), progressivement remplacées par des maternelles publiques pour les enfants à partir de quatre ans.

Un bon point de départ

Les organisations internationales et les ONG s'efforcent de convaincre les gouvernements qu'en ne finançant pas la prise en charge de la petite enfance, ils font des économies à court terme seulement. Dans un document publié récemment par le Groupe consultatif, Caroline Arnold fait observer que la protection et l'éducation sont des droits des tout petits en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle cite par ailleurs des données montrant qu'il s'agit d'« une stratégie à l'avant-garde de la lutte contre la pauvreté » et « d'un point de départ comme d'une base pour diverses grandes avancées dans les domaines de l'éducation, du progrès social et de la santé ».

De même, dans *Early Childhood Counts*, ouvrage publié par la Banque mondiale, Judith Evans et Robert Myers affirment que « le fait de négliger les enfants pendant les premières années de leur vie réduit les chances de les voir devenir des citoyens sains et productifs. Ceci, c'est prouvé, a un coût économique et social pour la société tout entière. »

Les politiques de protection et d'éveil de la petite enfance ont des retombées positives pour une société : réduction de la mortalité infantile, scolarisation d'un plus grand nombre d'enfants, diminution des redoublements et des abandons de scolarité, meilleurs résultats scolaires... et recul de la délinquance.

Des études réalisées en Turquie et en Amérique latine montrent que l'éducation de la petite enfance a des effets positifs beaucoup plus marqués chez les enfants de familles pauvres. Selon des données relatives à certains pays d'Afrique de l'Est et au Népal, les enfants qui ont été à la maternelle de trois à six ans abordent l'enseignement primaire mieux préparés et mieux armés pour apprendre. De fait, l'utilité de l'enseignement préscolaire pour préparer l'entrée dans le primaire est facile à démontrer tandis que des concepts plus généraux tels que

→

Dans les quartiers défavorisés

Aux Etats-Unis, le programme Head Start (qui pourrait se traduire par « partir gagnant ») fonctionne depuis 40 ans. Financé par le gouvernement fédéral qui a déboursé 6,8 milliards de dollars en 2005, il vise à donner aux enfants de moins de cinq ans issus de familles défavorisées une bonne préparation au primaire. Malgré les succès affichés, des chiffres récemment publiés par l'OCDE donnent à penser que bon nombre de ménages à faible revenu ne bénéficient pas de ce programme. En effet, 45 % seulement des enfants de trois à cinq ans issus de familles démunies fréquentent des structures d'accueil, contre 75 % dans les couches aisées.

Le Royaume-Uni a lancé son propre programme, baptisé Sure Start (« partir du bon pied »), qui en facilitant l'accès aux structures d'accueil permet aux parents de concilier à leur guise obligations professionnelles et vie familiale. Le programme offre actuellement une prise en charge gratuite des enfants de trois et quatre ans qui en ont besoin pendant 12 h 30 par semaine et à raison de 33 semaines par an, aide qui devrait augmenter l'année prochaine.

Comme l'explique Cathy Urwin, une psychothérapeute spécialiste de la petite enfance qui travaille dans un quartier défavorisé de Londres, « les enfants des quartiers pauvres connaissent plus de problèmes que les autres sur le plan du langage, du comportement, de la santé et de la santé dentaire en particulier. Nous disposons de données qui montrent que, dans certains quartiers, les centres Sure Start ont déjà permis de gros progrès. »

Dès le lancement de Sure Start, les parents ont été associés à toutes les étapes de l'élaboration du programme. Les cas de figure varient considérablement d'un quartier à l'autre, explique Cathy Urwin : « Dans le district de Tower Hamlets, où je travaille, il y a une importante population vietnamienne et chinoise : c'est très différent de travailler avec eux ou avec des Bangladais, par exemple. Il faut trouver une façon de fonctionner avec chaque communauté. » Les jardins d'enfants nouvellement créés dans le cadre du programme bénéficient désormais de la présence de spécialistes tels que des orthophonistes ou des psychologues.

→ le « développement cognitif », difficiles à évaluer, remportent moins aisément l'adhésion générale.

Répondre aux besoins

Helen Penn, professeur spécialiste de la petite enfance à la University of East London, au Royaume-Uni, rappelle que les politiques pour la protection et l'éducation de la petite enfance, ainsi que les arguments économiques qui les sous-tendent, ont été élaborées dans les pays développés : elle voit là l'un des obstacles à leur mise en œuvre efficace dans les pays du Sud, auxquels ces politiques sont d'ailleurs mal adaptées. Les économies annoncées, dit-elle, « sont généralement d'un optimisme débridé et restent théoriques dans nombre de pays en développement. »

Quant aux bienfaits de l'éducation préscolaire pour l'enfant lui-même, ils ne retiennent l'attention que depuis peu. Dans de nombreux pays développés et dans l'ex-Union soviétique, la plupart des systèmes publics de protection et d'éducation de la petite enfance ont été créés pour répondre au besoin des femmes (ou, plus récemment, à leur souhait) de trouver un travail rémunéré hors du foyer.

En France, où environ 70 % des femmes ont un emploi rémunéré, la quasi-totalité des enfants âgés de trois à six ans est inscrite dans une école maternelle publique, tandis que diverses structures, publiques ou bénéficiant d'une aide publique, permettent aux enfants de moins de trois ans d'intégrer un lieu d'accueil favorisant l'éveil et la socialisation. En Suède, depuis les réformes de 2001 et 2002, tous les enfants âgés de un à cinq ans ont désormais droit à une place dans une structure d'accueil, quels que soient les revenus de leurs parents et que ceux-ci travaillent ou non.

De l'urbanisation croissante

Dans les pays en développement, où les mères travaillent le plus souvent dans le secteur informel (travaux des champs ou commerce sur les marchés), la demande de lieux d'accueil des jeunes enfants ne s'exprime pas. Officiellement, les mères sont au foyer, de sorte que les gouvernements ne sont pas tenus d'agir. Plus généralement, dans les zones rurales d'une grande partie de l'Asie et de l'Afrique, les enfants sont très tôt chargés par leurs parents de tâches

L'identité culturelle des enfants en bas âge

Jusqu'en 1995, l'enseignement en Papouasie-Nouvelle-Guinée était dispensé en anglais. Ce pays insulaire du Pacifique Sud connaît la diversité linguistique la plus forte au monde, avec 823 langues parlées pour une population de 5,2 millions d'habitants. L'anglais simplifiait sans doute les choses mais ne favorisait guère le sentiment d'appartenance nationale et culturelle. En 1979, des parents vivant sur l'île de Bougainville, dans la province des North Solomons, ont voulu créer une école maternelle où l'éducation se ferait dans leur propre langue, pendant deux ans, avant que les enfants intègrent le primaire où l'enseignement se faisait en anglais. C'est ainsi qu'est née la Viles Tok Ples Skul, « école utilisant la langue du village », devenue ensuite la Tok Ples Pri Skul, « école préprimaire utilisant la langue vernaculaire ».

Dans les années 1980, les autorités de trois autres provinces et quatre communautés appartenant à d'autres groupes linguistiques ont suivi le mouvement. Au cours de la décennie suivante, des maternelles en langue vernaculaire ont fleuri un peu partout mais en conservant un fonctionnement souple, sans programme national, reposant sur du matériel pédagogique élaboré par des ONG. Les réformes de 1995 ont abouti à l'adoption d'un programme national, encourageant l'utilisation de la langue vernaculaire pendant les deux années précédant l'entrée dans le primaire, avant le passage progressif à l'anglais. En cinquième année, l'enseignement se fait à 30 % dans la langue locale et à 70 % en anglais. Fin 2000, ces établissements enseignaient dans des langues appartenant à 380 groupes linguistiques.

Une initiative similaire vient d'être lancée au Vanuatu, archipel voisin qui compte quelque 106 langues locales pour 200 000 habitants. La Nouvelle-Zélande a depuis 1982 un programme baptisé Te kōhanga reo, « le nid des langues », qui permet aux enfants maoris de ne parler que leur langue jusqu'à l'âge de six ans et d'apprendre dans un cadre culturel autochtone.

D'après les Notes de l'UNESCO sur la politique de la petite enfance, octobre 2002

domestiques qui leur laissent peu de temps pour jouer ou participer à des activités préscolaires. Il y a néanmoins des exceptions.

Au Bangladesh, par exemple, une ONG locale baptisée Phulki (« étincelle » en bengali) a convaincu les dirigeants d'usines de confection, qui emploient principalement des femmes, d'ouvrir dans leurs locaux des crèches pour les enfants âgés de six semaines à deux ans. Les mères peuvent ainsi continuer à allaiter leurs nourrissons et ne se voient plus contraintes de rester chez elles et de renoncer à un précieux revenu. Créées à l'origine par Phulki, les crèches sont maintenant cogérées par les employeurs et les employées.

Dans les pays en développement, la migration continue des zones rurales vers les agglomérations a des conséquences particulières pour les jeunes enfants car un nombre croissant de femmes occupe un emploi salarié. Le PNUD estime que, d'ici à 2015, 42,8 % de la population d'Afrique subsaharienne vivra dans des villes, contre 21 % en 1975. Selon un rapport sur la protection et l'éducation de la petite enfance dans les pays de l'E-9, publié par l'UNESCO en 2003,

« l'urbanisation va de pair avec l'augmentation du nombre de foyers qui ont un double revenu mais sont moins aidés par leur famille pour l'éducation des enfants. »

Redéfinir les responsabilités

Pour de nombreux pays en développement, il est donc extrêmement difficile d'offrir un système d'accueil des enfants de la naissance à l'âge de six ans. Les gouvernements du monde entier s'y sont engagés dans le cadre des objectifs de l'Éducation pour tous. Pourtant, une ligne de partage distingue depuis longtemps les enfants de moins de trois ans, relevant de la seule responsabilité des parents secondés par les services sociaux et le système de santé, et les enfants âgés de trois à six ans, qui s'inscriraient quant à eux dans le système scolaire. Premiers concernés par l'EPT, les ministères de l'Éducation sont peu familiarisés avec la petite enfance et tendent à copier le modèle de l'école primaire, proposant en fait une scolarisation précoce. « Il y a là un problème car la scolarisation précoce n'est pas synonyme de protection et d'éducation de la petite enfance », conclut Soo-Hyang Choi. ●

Ecole, la fin des frais

En 2003, le Kenya optait pour la gratuité de l'enseignement primaire : bilan.

Lorsque le gouvernement kényan a supprimé les droits d'inscription dans le primaire, en janvier 2003, les parents ravis se sont empressés d'inscrire leurs enfants. Le nombre d'élèves du primaire est passé de 5,9 millions en 2002 à 7,2 millions aujourd'hui. Décréter la gratuité de l'enseignement primaire « est la meilleure décision prise par les responsables politiques depuis l'indépendance du Kenya », affirme Andiwo Obondoh, qui travaille auprès du Réseau africain pour la campagne pour l'éducation pour tous, ou ANCEFA.

Le ministère kényan de l'Éducation, des Sciences et des Technologies, et l'UNESCO ont récemment entrepris d'évaluer la situation actuelle, travail dont les résultats ont été publiés sous le titre *Challenges of Implementing Free Primary Education in Kenya* (« les défis de la gratuité de l'enseignement primaire au Kenya »). L'étude parle de « tournant majeur » : selon Susan Nkinyangi, conseillère principale pour l'éducation au bureau de l'UNESCO à Nairobi, la décision du gouvernement « a, au sens propre, ouvert les portes de l'école aux enfants de familles pauvres qui n'avaient jusque là aucune chance de pouvoir apprendre. Les gens étaient très heureux, soulagés. »

Manuels et matériel scolaire sont fournis aux élèves, ce qui constitue l'une des principales avancées de la réforme, selon l'étude. Cette innovation facilite l'apprentissage. Désormais, les enfants reçoivent aussi un kit pour la géométrie, outil indispensable à de bons résultats en mathématiques mais inconnu jusque-là des enfants.

Difficultés variées

Les mesures prises par le gouvernement sont aussi populaires que difficiles à mettre en pratique. « Un défaut de planification a abouti à des classes surchargées où trop d'enfants doivent partager des fournitures insuffisantes et inadaptées », constatent les auteurs de l'évaluation, réalisée en collaboration avec les enseignants, les élèves et les parents de 162 écoles dans cinq des huit provinces du Kenya.

A l'insuffisance des moyens matériels, qui nuit à l'apprentissage, s'ajoute la pénurie d'enseignants, avec une moyenne de 50 élèves par professeur. En conséquence, les écoliers font moins d'exercices et de devoirs, les maîtres n'ayant pas le temps de corriger tant de copies.

Le rapport suggère, pour soutenir l'enseignement primaire gratuit, que celui-ci soit mis en œuvre dans le cadre plus général de l'éducation pour tous, et que le gouvernement révise les critères de financement et alloue davantage de fonds aux écoles défavorisées.

Il existe une lacune patente, l'absence de toute consultation des parents et des populations concernées. « L'expression 'enseignement gratuit' est source de confusion, les parents s'imaginant qu'ils n'ont pas de rôle à jouer et ne sont plus tenus de participer à la vie de l'école, explique Andiwo Obondoh. Cela menace le principe de la participation de la collectivité à la gestion de l'école. »

Un cadre précis auquel chacun pourrait se référer semble faire gravement défaut. « L'UNESCO a vigoureusement plaidé auprès du ministère de l'Éducation pour que celui-ci mette en place une politique de communication interactive qui permette aux enseignants, aux parents, aux élèves, aux comités d'écoles et à toutes les parties intéressées de faire connaître leur point de vue », ajoute Susan Nkinyangi.

Tenant compte de ces avis, le gouvernement kényan consulte la société civile, les institutions de l'ONU et les bailleurs de fonds en vue d'élaborer un programme de soutien à l'investissement dans le secteur de l'éducation, programme sur 10 ans visant à renforcer l'enseignement primaire gratuit. « Voilà qui ouvre d'excellentes perspectives pour l'avenir », dit Andiwo Obondoh.

Contact : Susan Nkinyangi, UNESCO Nairobi
e-mail : susan.nkinyangi@unesco.unon.org

3 questions à Rose Odoyo

Présidente d'Elimu Yetu Coalition, ONG kényane.

1 Si c'était à refaire, comment le Kenya devrait-il procéder pour mettre en place la gratuité de l'enseignement primaire ?

Le gouvernement devrait définir des orientations sur l'accès à l'école, le niveau de l'enseignement, le passage d'une classe à l'autre et les abandons en cours de scolarité. Il devrait donner des directives sur les critères d'admission et l'accueil des enfants ayant des besoins spécifiques, et clarifier le rôle du gouvernement, des partenaires du développement et des différentes parties prenantes. Enfin, il faudrait budgéter les mesures et réorganiser le ministère de l'Éducation pour donner sa place à la réforme.

Il faudrait s'attaquer au problème du manque d'enseignants et fournir plus de manuels et de matériel pédagogique aux écoliers. Les enseignants devraient recevoir une formation continue pour apprendre à utiliser des méthodes pédagogiques centrées sur l'enfant et les nouvelles techniques de discipline dite positive, mais aussi à guider et conseiller leurs élèves. Pour garantir la transparence et pour que chacun assume ses responsabilités, il faudrait enfin adopter un mécanisme de contrôle budgétaire faisant intervenir des comités de gestion des écoles, composés de parents et de représentants de la collectivité.

2 Quels sont les principaux défis à relever aujourd'hui ?

La gratuité devrait être étendue à l'éducation de la petite enfance ; les structures accueillant les tout petits devraient faire l'objet d'un contrôle de qualité. Étant donné les effectifs en surnombre, il faudrait construire des salles de classe supplémentaires.

3 Etes-vous satisfaite du soutien de la communauté internationale ?

La communauté internationale pourrait faire davantage : elle pourrait annuler la dette. Les pays du G8 pourraient financer le Kenya afin que le pays se dote d'un solide système éducatif, car la gratuité de l'enseignement primaire aidera à réduire la pauvreté et à atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous.

Des artistes pour l'école

La campagne « Envoyez mon ami(e) à l'école », organisée cette année du 24 au 30 avril à l'occasion de la semaine de l'Education pour tous, a connu un formidable succès. Pas moins de 3,5 millions de silhouettes découpées représentant un « ami » ont été confectionnées. Tout au long de la semaine, des chefs d'Etat, des ministres de l'Education et des parlementaires ont participé à de nombreuses manifestations et se sont engagés par écrit à agir dès 2005.

La Campagne mondiale pour l'éducation prévoit à présent d'envoyer un million de silhouettes découpées au sommet du G8 au Royaume-Uni, en juillet, en demandant aux dirigeants des pays riches de faire en sorte que la pauvreté soit reléguée au rang de souvenir.

A l'invitation de l'UNESCO, 25 artistes d'origines diverses ont participé à la campagne en concevant des silhouettes d'« amis » en bois. Exposées du 25 avril au 19 mai au siège de l'UNESCO, à Paris, ces œuvres suivront au cours des mois à venir diverses manifestations sur le thème de l'éducation, en différents points du globe.

Contact : Teresa Murtagh, UNESCO Paris
e-mail : t.murtagh@unesco.org



Autour du monde

→ La dixième conférence des ministres de la Communauté des Etats indépendants a réuni les 5 et 6 avril à Minsk, en Biélorussie, quelque 200 participants, dont les ministres de l'Education des pays suivants : Azerbaïdjan, Biélorussie, Fédération de Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Tadjikistan et Ukraine. Ils ont débattu de l'éducation pour tous et de l'éducation au service du développement durable.

→ A l'occasion d'un séminaire régional qui s'est tenu en Tunisie du 5 au 7 avril, les coordonnateurs régionaux de l'Education pour tous pour l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie se sont interrogés sur le niveau de l'enseignement dans leurs pays et sur la prise en compte des objectifs de l'EPT dans les plans nationaux.

→ La deuxième conférence des ministres de l'Education de l'Union africaine a eu lieu à Alger du 8 au 11 avril. Cette réunion, à laquelle assistaient 38 ministres africains de l'Education, constitue une première étape dans la préparation du sixième sommet de l'Union africaine, qui se tiendra au Soudan en janvier 2006.

→ A Doha, du 18 au 22 avril, des journalistes et des professionnels des médias de la région arabe ont suivi une formation sur l'EPT et la façon d'aborder ce sujet. L'atelier était organisé par l'UNESCO et Al-Jazira.

→ Une réunion régionale des coordonnateurs nationaux et régionaux de l'EPT et des coordonnateurs régionaux d'ONG s'est tenue du 13 au 16 mai à Ain al Sokhna, en Egypte, dans le cadre de la Consultation collective des ONG. Organisée par le bureau de l'UNESCO à Beyrouth, elle a débattu des priorités propres à cette région du monde, du renforcement des capacités et de l'amélioration de la communication entre gouvernements et ONG.

→ Le Groupe de travail thématique interinstitutions sur l'EPT pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est s'est réuni le 3 juin à Bangkok. Des spécialistes de l'OIT, de la FAO, de la Cesap, de l'UNESCO, de l'Unicef et d'autres institutions concernées se sont penchés sur les programmes phares dans la région et sur l'éducation pour tous en Thaïlande.

→ Des responsables des politiques éducatives de 25 pays se sont réunis à l'UNESCO du 6 au 10 juin pour débattre de la formulation des politiques éducatives, de l'évaluation du coût des plans sectoriels et de la manière dont l'UNESCO peut apporter son aide.

Le Groupe de travail et la lutte contre la pauvreté

L'ordre du jour de la prochaine réunion du Groupe de travail sur l'éducation pour tous, qui se tiendra du 19 au 21 juillet, reflète l'attention que les milieux du développement portent à la lutte contre la pauvreté. L'alphabetisation, puissant moyen de lutte contre la misère, sera au centre de la réflexion. « L'alphabetisation constitue la base du développement. Pourtant, c'est le volet oublié de l'EPT », souligne Abhimanyu Singh, directeur de la Division de la coordination internationale et du suivi de l'éducation pour tous. Une réunion parallèle sera consacrée à LIFE, programme d'alphabetisation que l'UNESCO s'appête à lancer dans 36 pays où l'analphabetisme est très répandu.

Quelque 70 % des pauvres vivent dans des régions rurales, négligées en matière d'éducation. Il faut des stratégies innovantes pour offrir à ces populations des possibilités d'apprentissage viables, dans des établissements classiques ou dans un cadre non formel. Le Groupe de travail devrait trouver un consensus sur les modalités futures de

l'éducation en milieu rural et sur leurs incidences financières.

Le débat sur le financement sera axé sur les démarches utiles pour obtenir de nouveaux engagements en matière d'aide à l'éducation, et sur la mobilisation des ressources pour l'ensemble des six objectifs de l'EPT, y compris l'alphabetisation, l'Initiative de financement accéléré s'arrêtant au primaire.

Enfin, le Groupe de travail examinera la répartition des tâches dans le domaine de l'Education pour tous, afin d'éliminer les doubles emplois et les lacunes et de définir plus précisément le rôle de chacun.

La réunion fera fond sur les rapports récents, tels que le rapport sur le projet du millénaire de l'ONU, la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, le rapport de la Commission britannique pour l'Afrique et le rapport du secrétaire général de l'ONU sur le suivi de la Déclaration du millénaire.

Contact : Abhimanyu Singh, UNESCO Paris
e-mail : abh.singh@unesco.org

Recenser les enfants non scolarisés

En 2001-2002, il y avait dans le monde 115 millions d'enfants non scolarisés, selon un récent rapport publié par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et l'Unicef, intitulé *Children Out of School: Measuring Exclusion from Primary Education* (« Enfants non scolarisés : mesurer l'exclusion de l'enseignement primaire »). Quelque 53 % de ces enfants, soit 61,6 millions, sont des filles.

« La méthode utilisée dans ce rapport représente une avancée par rapport aux travaux antérieurs, dit Michael Bruneforth, qui travaille à l'ISU. Nous avons tenté d'harmoniser les estimations mondiales et régionales. » Auparavant, les statistiques produites par l'UNESCO et l'Unicef étaient obtenues sur la base de données établies de façon variable selon les pays. La nouvelle méthode, explique Michael Bruneforth, ne comptabilise pas comme non scolarisés les enfants en âge d'aller à l'école primaire mais

qui sont inscrits dans le secondaire ; de plus, le nombre d'inscrits est comparé aux chiffres fournis par des enquêtes telles que les enquêtes en grappe à indicateur multiple de l'Unicef ou les enquêtes démographiques et sanitaires financées par USAID. L'ISU élaborera ensuite de nouvelles estimations afin d'évaluer les progrès accomplis par rapport au chiffre initial de 115 millions d'enfants non scolarisés.

Le rapport analyse aussi les caractéristiques de cette population. Sur la base d'enquêtes réalisées dans 80 pays, il montre qu'il existe des disparités dans la scolarisation liées aux revenus des ménages, au lieu de résidence et au sexe. C'est ainsi que dans les familles les plus pauvres, 38 % des enfants ne sont pas scolarisés, chiffre qui tombe à 12 % dans les catégories les plus aisées.

Enfin, le rapport met l'accent sur des mesures capables d'attirer à l'école des enfants qui n'y



sont jamais allés, qui n'y viennent qu'à un âge tardif ou qui ont abandonné leur scolarité.

Contact : Michael Bruneforth, Institut de statistique de l'UNESCO
 e-mail : m.bruneforth@uis.unesco.org
 Pour télécharger le rapport : www.uis.unesco.org

Afrique, état des lieux

A l'heure actuelle, une forte proportion des budgets de l'éducation en Afrique profite aux classes aisées. C'est l'une des conclusions d'un récent rapport du pôle de Dakar, équipe qui travaille au bureau de l'UNESCO à Dakar, intitulé *Education pour tous en Afrique : repères pour l'action*. L'éducation est un préalable au décollage économique, à condition que la durée de la scolarité atteigne le « seuil critique » de six ans. Ce seuil justifie selon le rapport les dépenses publiques consacrées au primaire. Et puisque l'enseignement primaire combat la pauvreté, fait évoluer les comportements et a des effets positifs sur la protection de la petite enfance et sur la lutte contre le VIH/sida, il contribue de manière directe à la réalisation des autres Objectifs du millénaire pour le développement, fait valoir le rapport.

Treize pays africains sont parvenus ou devraient parvenir d'ici à 2015 à scolariser tous les enfants de l'âge du primaire ; 31 pays n'y parviendront pas, dont 25 ne parviendront pas à obtenir que 75 % des écoliers terminent le primaire. Ces résultats sont préoccupants, note le rapport, parce

qu'ils signifient que ces pays sont en dessous du seuil décisif à partir duquel ils pourraient retirer des bénéfices économiques et sociaux de leur politique éducative.

En Afrique, l'éducation a progressé régulièrement mais lentement. En 1990, près d'un quart des enfants africains ne faisaient même pas une première année de primaire. En 2002-2003, ce chiffre avait chuté à 10 %. Toutefois, la proportion d'enfants qui terminent le primaire n'a progressé que de 10 % pendant la même période et seulement quatre enfants africains sur 10 ont mené leur scolarité dans le primaire à son terme. Ces moyennes masquent par ailleurs des disparités entre garçons et filles, zones urbaines ou rurales, pays riches ou pauvres.

L'étude analyse les rapports entre l'enseignement et le développement économique et social de l'Afrique, présente les progrès réalisés depuis 2000 et suggère des choix et des priorités pour atteindre plus vite les objectifs de 2015. « Ce travail nous éclaire sur la manière de réajuster les politiques publiques et d'orienter les énergies au niveau national et international », dit Lalla Aïcha Ben Barka, directrice du bureau de l'UNESCO à Dakar.

Pour télécharger le rapport : www.poledakar.org ou http://www.poledakar.org/article.php?id_article=161

L'informatique pour le secondaire

En Namibie, des élèves de troisième et de première ont suivi une initiation à l'informatique de trois jours, du 13 au 15 juin, dans le cadre d'un projet pilote financé par l'UNESCO, visant à améliorer l'enseignement à distance dans les écoles secondaires. C'était le premier de deux stages destinés à former chacun 100 élèves dans diverses provinces, à raison de 20 élèves par site. 100 autres élèves bénéficieront de cette formation plus tard cette année.

Sous la houlette du Namibian College of Open Learning, l'université namibienne d'apprentissage ouvert, ces utilisateurs débutants ont acquis des compétences de base leur permettant de se servir d'un logiciel de traitement de texte, du courrier électronique et de l'Internet. A l'issue du stage, ils ont reçu un CD-ROM de physique conçu par l'université et destiné à encourager la réflexion critique.

« De nos jours, on ne peut rien faire si on n'a pas appris à se servir d'un ordinateur, affirmait un élève après le stage. Certaines matières comme la physique sont difficiles mais le CD-ROM va nous aider. »

Le projet utilise du matériel pédagogique informatique afin d'élargir l'horizon de l'apprentissage au-delà de la simple compréhension des faits scientifiques.

Contacts : Harumi Toyama et Kaleni Hiyalwa, UNESCO Windhoek
e-mails : h.toyama@unesco.org et k.hiyalwa@unesco.org

Les clubs UNESCO et l'éducation

Une enquête entreprise dans des bidonvilles de 35 Etats indiens a mis en évidence les raisons pour lesquelles les enfants de ces bidonvilles ne sont pas scolarisés : leurs parents ne voient pas l'utilité de l'éducation, l'extrême pauvreté est un obstacle, en particulier pour les filles, enfin les enfants sont mal chaussés et les écoles sont loin. Pour certains, le calcul est simple : les 25 à 50 roupies qu'un enfant peut gagner en nettoyant des pare-brise comptent plus que les bienfaits à long terme de l'éducation.

Pour avoir une idée plus précise de l'éducation dans les bidonvilles, le bureau de l'UNESCO à New Delhi et la Fédération indienne des clubs et associations UNESCO ont conjugué leurs efforts et envoyés 4 000 questionnaires à des clubs UNESCO, des ONG et des écoles.

Les ONG et les travailleurs sociaux, invités à donner leur opinion sur les programmes d'alphabétisation en cours, disent ne pas obtenir des autorités la coopération et l'aide financière dont ils ont besoin. Ils soulignent aussi que rien n'est prévu pour intégrer les élèves dans une école classique à l'issue de leur formation.

Les conclusions de cette enquête ont été débattues par 79 responsables de clubs UNESCO venus de 33 pays, au cours d'une session de formation organisée à New Delhi du 25 au 28 avril.

Contact : Akemi Yonemura, UNESCO New Delhi
e-mail : a.yonemura@unesco.org

JUILLET

15, 16 et 18

Réunion du Comité consultatif mondial de l'Initiative des Nations unies pour l'éducation des filles (UNGEI) • Organisé par l'UNESCO et le secrétariat de l'UNGEI • Paris, France
Contact : Florence Migeon, UNESCO Paris • e-mail : f.migeon@unesco.org

18 et 21

Groupe de coordination de la Consultation collective des ONG sur l'éducation pour tous • Paris, France
Contact : Sabine Detzel, UNESCO Paris • e-mail : s.detzel@unesco.org

18-21

Réunions de l'Initiative de financement accéléré • Paris, France
Contacts : Khawla Shaheen et Hilaire M'putu, UNESCO Paris
e-mail : s.shaheen@unesco.org et h.mputu@unesco.org

19-21

Sixième réunion du Groupe de travail sur l'Education pour tous • Paris, France
Contact : Abhimanyu Singh, UNESCO Paris • e-mail : abh.singh@unesco.org

21-22

Réunion des partenaires du programme LIFE • UNESCO Paris
Contact : Shigeru Aoyagi, UNESCO Paris • e-mail : s.aoyagi@unesco.org

AOÛT

1^{er}-3

Réunion d'experts sur les projets conjoints d'enseignement et de formation techniques et professionnels dans les Etats arabes
Organisé par UNESCO Beyrouth et UNESCO-UNEVOC • Amman, Jordanie
Contact : Sulieman Sulieman, UNESCO Beyrouth, et Rupert Maclean, UNESCO-UNEVOC • e-mail : s.suleiman@unesco.org et r.maclean@unevoc.unesco.org

10-13

Séminaire sous-régional sur le travail en réseau de l'UNEVOC, l'amélioration de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels et les moyens de mettre cet enseignement au service du développement durable
Organisé par UNESCO-UNEVOC • Bangkok, Thaïlande
e-mail : r.maclean@unevoc.unesco.org

SEPTEMBRE

8

Journée internationale de l'alphabétisation

9-10

La formation professionnelle dans l'enseignement supérieur destiné au plus grand nombre : répondre aux défis du marché de l'emploi • Organisé par UNESCO-UNEVOC, le Centre européen de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur (CEPES) et le Research Centre for Skills, Knowledge and Organizational Performance (SKOPE) de l'Université d'Oxford • Bonn, Allemagne
Contact : Astrid Hollander, UNESCO-UNEVOC, et Peter Wells, UNESCO CEPES
e-mail : a.hollander@unevoc.unesco.org et p.wells@cepes.ro

10-11

Conférence sur les libertés académiques dans les pays arabes et africains
Organisé par l'UNESCO, le Arab and African Research Center, le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) et l'Institut suédois • Alexandrie, Egypte
Contact : Lamy El Amrani, UNESCO Paris • e-mail : l.el-amrani@unesco.org

11-14

Cinquième conférence internationale sur l'approche des capacités, intitulée « Savoirs et actions publiques » • Organisé par l'UNESCO, la Human Development and Capability Association, le Centre de recherches pour le développement international et le Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement
Contact : Kaori Adachi, UNESCO Paris • e-mail : k.adachi@unesco.org

12-13

Troisième réunion du Comité scientifique pour les Etats arabes • Organisé par le Forum de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance • Alexandrie, Egypte • Contact : Lamy El Amrani, UNESCO Paris
e-mail : l.el-amrani@unesco.org

● **Adult Learning and Poverty Reduction**, de Madhu Singh et Frank Youngman. Cette brochure présente des études de cas internationales et nationales montrant en quoi la lutte contre la pauvreté par l'alphabétisation des adultes est un processus qui promeut l'autonomie des individus. Prix : 10 €. Disponible auprès de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation, uie-pub@unesco.org

● **Tous égaux dans la diversité**, tel est le nom d'une nouvelle campagne internationale lancée par les Ecoles associées de l'UNESCO dans le cadre du projet d'éducation sur la traite négrière transatlantique, visant à mobiliser les élèves contre le racisme, la discrimination et l'exclusion. Le kit pédagogique élaboré à cette fin contient des directives, un formulaire d'évaluation, des autocollants et une affiche. Il existe également un CD-ROM bilingue français et anglais. www.aspnet.unesco.org



● **Lire et écrire la poésie. Des poètes de renom et de divers horizons font des recommandations sur l'enseignement de la poésie dans les établissements de niveau secondaire.** Cette brochure ajoute deux dimensions importantes aux méthodes d'enseignement de la poésie : le point de vue créatif de 50 poètes de 25 pays et le point de vue de différentes cultures concernant la lecture et l'écriture de la poésie. Existe aussi en anglais et en espagnol. sdi@unesco.org ou <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001395/139551f.pdf>

● **Principes de la planification de l'éducation n° 81.** Sous la plume de T. N. Postlethwaite, cet ouvrage explique ce qu'est le suivi des politiques éducatives à l'aide d'exemples concrets, nationaux et internationaux. Il aborde des questions telles que la réussite des politiques éducatives, la définition des acquis scolaires, les coûts et la réalisation d'études. Prix : 12,20 €. Existe aussi en anglais. Editions UNESCO, <http://upo.unesco.org>

● **Information and Communication Technologies (ICTs) for Community Empowerment through Non-formal Education: Experiences from Lao PDR, Sri Lanka, Thailand and Uzbekistan.** Ce rapport présente l'exemple de pays qui se sont engagés dans le projet d'éducation non formelle aux technologies de l'information et de la communication, ou TIC, lancé par l'UNESCO dans le cadre de son Programme Asie-Pacifique d'éducation pour tous (APPEAL). Publié par UNESCO Bangkok. ikm@unesco.org ou <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001395/139568eb.pdf>

● **Le programme UNITWIN/Chaires UNESCO. Dix ans d'action : études de cas.** Cet ouvrage multilingue présente les seize chaires UNITWIN/UNESCO qui ont été récompensées par un prix lors du Forum mondial des chaires UNESCO, en novembre 2002, organisé à l'occasion du dixième anniversaire du programme. <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001395/139556m.pdf>

● **Rapport de la quatrième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous**, Brasilia, Brésil, 8-10 novembre 2004. La réunion avait pour thème la qualité de l'enseignement, les enseignants et la mobilisation des ressources. Existe aussi en anglais. sdi@unesco.org ou <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001400/140084f.pdf>

● **Towards an AIDS-Free Generation – Briefs for Decision-makers.** Ces notes sur la nouvelle Initiative mondiale sur le VIH/sida et l'éducation donne des conseils pour planifier, gérer, améliorer et évaluer l'éducation à la prévention du VIH/sida. Cette initiative de l'ONUSIDA, lancée en 2004, veut aider les gouvernements à mettre en œuvre à l'échelle nationale des programmes d'éducation pour les jeunes. Publié par l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO. www.unesco.org/aids ou <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001340/134043e.pdf>



● **Mettre en œuvre et financer l'éducation pour tous.** Cette publication résume les débats du séminaire international sur le financement et la mise en œuvre des plans d'éducation nationaux, qui s'est tenu en Corée du 17 au 21 septembre 2003. Elle tire l'enseignement des expériences vécues dans les pays participants. Politiques et stratégies de l'éducation n° 6. Existe aussi en anglais. sdi@unesco.org ou <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001391/139192f.pdf>

● **Exploring and Understanding Gender in Education: A Qualitative Manual for Education Practitioners and Gender Focal Points.** Ce manuel explique comment mener des recherches qualitatives en vue de promouvoir l'égalité entre les sexes dans la classe, l'école et l'ensemble du système éducatif. On y trouve les connaissances et les outils nécessaires pour comprendre les disparités entre les sexes dans l'éducation, leurs causes et les moyens de les combattre. www.unescobkk.org/index

● **Highland Children's Education Project: A Pilot Project on Bilingual Education in Cambodia.** Ce rapport décrit la méthode d'enseignement primaire bilingue élaborée pour deux ethnies minoritaires, les Tampuan et les Kreung, dans six villages de la province de Ratanakiri, dans le nord-ouest du Cambodge. www.unescobkk.org/index

● **L'UNESCO et le développement durable.** Cette brochure présente les actions menées par l'UNESCO en matière de développement durable dans ses différents domaines de compétence et présente des exemples de partenariats, de projets nationaux et d'actions de l'UNESCO concernant l'alphabétisation, les enseignants et le VIH/sida. Existe aussi en anglais. sdi@unesco.org



L'éducation aujourd'hui est un bulletin d'information trimestriel consacré aux évolutions actuelles de l'enseignement, aux projets entrepris dans le monde en faveur de l'éducation pour tous et aux activités éducatives de l'UNESCO. Il est publié par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe. Les articles ne sont pas soumis à la législation sur le droit d'auteur et peuvent être librement reproduits, à condition de mentionner qu'ils proviennent de *L'éducation aujourd'hui*. Rédaction : Anne Müller et Teresa Murtagh • Ont collaboré à ce numéro : Songpol Kaopatuntip (p. 2), Latika Padgaonkar (p. 3), Peter Coles (pp. 4-7) et Cathy Nolan (p. 8). Assistante de rédaction : Martine Kayser • Version française : Françoise Arnaud-Demir et Corinne Hewlett. Conception graphique : Pilote Corporate. Maquette : Sylvaine Baeyens • Crédits photographiques (couverture) : Berthold Egner ; UNESCO/ASPnet/Karin Hunziker ; UNESCO/Brendan O'Malley ; UNESCO/Georges Malempré ; UNESCO/Spier-Donati. ISSN 1814-3962

